



Association Internationale des Anciens
des Communautés Européennes

AIACE

Section Belgique

N°40 Octobre – Novembre - Décembre 2007

Votre Ecrin en voit de toutes les couleurs !



***Bulletin de liaison
de la Section Belgique
de l'AIACE***



Sommaire n° 40

Octobre – Novembre - Décembre 2007

❖	<i>Editorial - Ten geleide</i>	1-2
❖	<i>La vie de l'AIACE Belgique</i>	
➤	<i>Le futur Conseil d'administration</i>	3
➤	<i>Votre Ecrin se pare de toutes les couleurs</i>	3
➤	<i>Le Conseil d'administration de la Section Belgique au travail</i>	4
➤	<i>Un dimanche à la campagne</i>	5
➤	<i>Voyage en Emilie-Romagne du 4 au 9 septembre 2007</i>	6
❖	<i>Quelques grandes questions intéressant l'Europe</i>	
➤	<i>La belle course folle de l'Euro</i>	7
➤	<i>Les Slovènes payent en euros depuis le 1^{er} janvier 2007</i>	7
➤	<i>L'Euro célèbre le 50^e anniversaire du Traité de Rome</i>	9
➤	<i>La Russie et l'UE sont-elles faites pour se comprendre ?</i>	10
➤	<i>Migrations et développement</i>	12
❖	<i>L'Europe et nous</i>	
➤	<i>La politique immobilière de la Commission</i>	14
➤	<i>Le défilé du 14 juillet 2007 à Paris, l'Europe à l'honneur !</i>	16
❖	<i>Le saviez-vous ?</i>	
➤	<i>Accès des retraités à IntraComm</i>	17
➤	<i>Avis aux amateurs, formateurs d'IntraComm</i>	18
➤	<i>L'Europe tropicale</i>	18
➤	<i>Bureau de liaison de Bruxelles-Europe</i>	20
❖	<i>Informations pratiques, événements et livres</i>	
➤	<i>"L'Europe pour les nuls !"</i>	21
➤	<i>En cas de cancer, un soutien moral vous est proposé</i>	22
➤	<i>Filmclub ten bate van "Les Amis de Bordet"</i>	23
➤	<i>Une petite astuce informatique</i>	22
➤	<i>Femmes d'Europe, Bazar de Noël</i>	24
❖	<i>Contributions des lecteurs</i>	24
❖	<i>Rions un peu</i>	
➤	<i>La baisse du dollar</i>	26



Editorial



La science donne l'exemple

Fascinée par l'espace, l'humanité essaie depuis l'Antiquité de comprendre et d'expliquer le mouvement des astres et la place de la terre dans le système solaire. C'est ainsi que le grand Galilée, qui a inspiré nos réflexions dans la dernière livraison de l'Écrin, fut le premier à observer la planète Mars au moyen d'un télescope. Depuis, les scientifiques ont rivalisé de zèle et ils ont trouvé que cette planète présente un certain nombre de ressemblances avec la terre. C'est bien cela qui les stimule. Certes on croyait encore, il y a à peine quarante ans, que Mars était recouvert d'une épaisse couche de végétation. Cette image a été rapidement corrigée au cours des dernières années et on sait maintenant qu'il s'agit d'un astre extrêmement froid, sec et désertique, même s'il a une petite couche atmosphérique et des cratères d'anciens volcans qui font penser à notre terre.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi. De l'eau a coulé sur Mars dans un passé très lointain. On y distingue très nettement les méandres d'anciens cours d'eau dont certains ont creusé des canyons jusqu'à sept fois plus profonds que le Grand Canyon américain. Le site You Tube en donne des images saisissantes, une nouvelle raison pour les anciens de s'intéresser à l'Internet. Si de l'eau a coulé sur Mars, la planète a peut-être connu la vie...

La Nasa américaine a lancé en août dernier une nouvelle sonde, appelée Phoenix, destinée à atterrir sur Mars le 25 mai 2008. Admirez la précision ! Deux autres sondes américaines sont déjà sur place. Cette fois-ci, Phoenix va creuser le sol martien sur un mètre de profondeur pour atteindre la glace que l'on suppose présente dans le sous-sol et qui pourrait héberger des traces de vie microbienne. Les échantillons prélevés seront analysés et disséqués.

Cette opération est aussi un bel exemple de coopération internationale dans laquelle l'Europe est partie prenante. En effet, à la demande de la Nasa, la sonde européenne Mars Express de l'Agence spatiale européenne, qui est en orbite autour de Mars depuis décembre 2003, suivra la phase de descente et d'atterrissage de Phoenix, un moment toujours très critique dans ces entreprises. Si Galileo nous donne encore quelque fil à retordre, saluons aujourd'hui cette convergence d'efforts entre les deux côtés de l'Atlantique et le précieux concours de nos scientifiques européens à une entreprise fascinante.

*Daniel Guggenbühl
Président*



Ten geleide



De wetenschap geeft het voorbeeld

Onweerstaanbaar aangetrokken door de ruimte tracht het mensdom sinds de Oudheid de beweging van de hemellichamen te begrijpen en te verklaren, evenals de plaats van de aarde in het zonnestelsel. Zo was de grote Galileï, die de aanleiding vormde tot onze overpeinzingen in de laatste aflevering van de Ecrin, de eerste, die de planeet Mars door een telescoop wist te observeren. Sindsdien hebben de wetenschappers zich erop gestort en ontdekt dat deze planeet een aantal overeenkomsten met de aarde vertoont. Juist dat moedigt hen aan. Nu geloofde men, nog nauwelijks veertig jaar geleden, dat Mars met een dikke laag begroeiing bedekt was. Dat beeld is de laatste jaren snel gecorrigeerd en men weet nu, dat het om een buitengewoon koud, droog en verlaten hemellichaam gaat, zelfs al is er een dun laagje atmosfeer en kraters van oude vulkanen die aan onze aarde doen denken. Maar dat was niet altijd zo. In een zeer ver verleden heeft er water op Mars gestroomd. Men onderscheidt heel duidelijk de krommingen van vroegere waterlopen waarvan sommige canyons hebben uitgehold, die tot zeven keer dieper zijn dan de Amerikaanse Grand Canyon.

Op YouTube zijn daar treffende beelden van te zien, reden te meer voor de gepensioneerden om zich voor het Internet te interesseren. Als er op Mars water gestroomd heeft, is er misschien ooit leven geweest op de planeet. De Amerikaanse NASA heeft in augustus jongstleden een nieuwe sonde, Phoenix genaamd, de ruimte ingestuurd die op 25 mei 2008 op Mars moet landen. Wat een precisie! Twee andere Amerikaanse sondes zijn al ter plaatse. Deze keer zal Phoenix de Marsbodem tot één meter diep binnendringen om het ijs te bereiken, dat men in de ondergrond vermoedt en dat sporen van microbenleven zou kunnen bevatten. Er zullen monsters van worden geanalyseerd en ontleed.

Deze operatie is ook een mooi voorbeeld van internationale samenwerking waar Europa aan deelneemt. Want op verzoek van de NASA zal de Europese sonde Mars Express van het Europese Ruimtevaartagentschap, die sinds december 2003 rond Mars draait, de dalings- en landingsfase van Phoenix volgen, altijd een zeer delicaat moment bij dit soort ondernemingen. Al zijn er nog wat strubbelingen met Galileo, zo mogen we vandaag toch blij zijn met deze gezamenlijke inspanningen aan beide zijden van de Atlantische Oceaan en de waardevolle bijdrage van onze Europese wetenschappers aan een boeiende onderneming.

*Daniel Guggenbühl
Voorzitter*



❖ **La vie de l'AIACE**

◆ **Le futur Conseil d'administration**

Le mandat du présent conseil d'administration arrivera à son terme en mars 2008. L'assemblée générale statutaire, qui aura probablement lieu le 14 mars, devra procéder à son renouvellement par le vote de ses membres, qui pourra s'effectuer soit par correspondance, soit dans la salle de réunion. Il y aura quatorze sièges à pourvoir, dont neuf titulaires et cinq suppléants. Plusieurs membres du conseil actuel ne se représenteront pas. Au début du mois de novembre, vous recevrez un appel à candidature auquel vous serez invités à répondre, si vous êtes intéressés, dans un délai d'un mois. Le conseil d'administration élit en son sein le président, deux vice-présidents, le secrétaire et le trésorier. Il désigne également ses deux représentants au conseil d'administration international. Dans la pratique que nous avons instaurée, il se réunit une fois par mois dans les locaux de notre section.

Cette élection sera un moment important pour notre association puisqu'elle mettra en place la nouvelle structure pour les trois années à venir. Un travail considérable a été accompli par le conseil d'administration élu en mars 2005 : il s'agira de le poursuivre, voire de faire mieux encore. Avec plus de 3.000 membres, la section Belgique de l'AIACE est de loin la plus nombreuse parmi les sections de l'association. L'implantation de ses structures à Bruxelles et sa proximité avec les institutions européennes lui donnent des moyens d'action et certaines facilités mais lui confèrent aussi des responsabilités particulières. La section a donc ce qu'on appelle une grande visibilité.

"Le bénévole", dit le dictionnaire, "fait une chose sans y être contraint et à titre gratuit". La "chose" en question, c'est le service de nos membres et la défense de leurs intérêts. Ce n'est pas une petite chose mais une tâche importante et qui peut être très gratifiante pour tous ceux qui ont le sens de l'intérêt général et qui entendent maintenir une certaine continuité entre leur carrière dans les institutions et leur nouveau statut de retraité. Dans notre conseil d'administration, il y a du travail pour tous et l'assiduité est appréciée. Ce travail, nous l'avons réparti entre nos différents "ministres", comme vous pouvez le voir sur la dernière page de notre *Écrin*. Vous avez donc la possibilité, si vous vous faites élire, d'accéder à un poste ministériel. Alors, on relève le défi ?

Daniel Guggenbühl

◆ **Votre Ecrin se pare de toutes les couleurs**

Le numéro 40 de l'Ecrin fête indirectement ce chiffre rond en se parant de toutes les couleurs. La Commission, que nous remercions très sincèrement de ce geste, a eu l'excellente idée de bien vouloir reproduire l'Ecrin en couleurs, y compris dans ses pages intérieures. Jusqu'à présent, seule la page de couverture avait droit à ce traitement privilégié.

Voici donc le premier numéro intégralement en couleurs. Vous remarquerez que nous avons intentionnellement limité l'utilisation de couleurs à quelques rubriques afin que l'impression de ce bulletin ne soit pas trop onéreuse. Un grand merci aux services concernés et bonne lecture !



◆ **Le Conseil d'administration de la section Belgique au travail**

Le Conseil d'administration s'est réuni pour la première fois après les vacances d'été le 13 septembre. Après avoir passé en revue les nouvelles propositions d'activités culturelles pour 2007 – 2008 et avoir fait le bilan de celles qui se sont déroulées avec beaucoup de succès durant le 1^{er} semestre 2007, le Conseil d'administration s'attarda sur le dossier de l'Accès à IntraComm. La proposition de la Section est d'accorder un code d'accès dès le départ à la pension du nouveau retraité. Les 3 services concernés de l'ADMIN ne parvenant pas à trouver une solution, nous craignons qu'il faille attendre encore un peu avant d'obtenir satisfaction.

Jean-Bernard Quicheron, le Rédac' Chef de l'Ecrin, a présenté la maquette tout en couleurs du n° 40 que vous avez entre les mains. La Commission, que nous remercions, nous a en effet accordé la possibilité d'utiliser la couleur, ce qui donne un sacré coup de jeune à notre Bulletin !

La gestion de la situation financière et comptable par Gilbert Lybaert ne demande guère de commentaires, car sa gestion est rigoureuse !

La contre-proposition de l'AIACE à la proposition de Partenariat Commission/AIACE a été remise à la Commission et les négociations avec la Commission ont commencé. Il semble qu'il n'y ait pas d'opposition fondamentale à nos propositions.

Enfin, il a été question de la maison de repos «Green Square». Le Conseil en a longuement débattu. En effet, après la dernière réunion que les responsables du dossier (Daniel Guggenbühl, Jeannine Franchomme et Evelyne Delauche) avaient eue le 7 décembre dernier avec la société Vizzion, gestionnaire du projet, nous avons appris que la Commission de concertation de la commune d'Auderghem a rendu un avis négatif le 25 juin dernier. La société Vizzion estime qu'elle sera à même de satisfaire aux nouvelles obligations formulées.

Pour être poursuivi, le projet, qui a déjà beaucoup évolué par rapport à l'épure initiale, devra donc faire l'objet d'une nouvelle demande de permis de bâtir mixte (urbanisme et environnement). Il en résultera un nouveau retard dans sa réalisation, retard qu'il est impossible d'évaluer pour le moment.

Le Conseil informera les membres de la Section de l'état d'avancement de ce projet qui, a-t-il rappelé, n'a aucun lien avec la Commission.

Yvette Demory



◆ Un dimanche à la campagne

Pleuvra ? ... Pleuvra pas ? ... Robe ou pantalon ? ... Sandales ou mocassins ? Insidieuses, ces questions me taraudent. La réponse ne viendra pas du ciel où les nuages multiformes déclinent en harmonie tous les tons de gris.

Un « Déjeuner à la Campagne », c'est une fête avec du soleil, des senteurs diverses, une nature dans tous ses états en sa tenue la plus belle ! Mais comment envisager des amusements estivaux si, aujourd'hui, je vois tout en gris ? Je consens à me vêtir au hasard de mon humeur contrariée ... ; je serai au goût du jour et tout de blanc habillée.

C'est ainsi que malgré mes tourments, je suis accueillie à Overijse en ce dimanche 9 août par un soleil éclatant et découvre, dressés sur la terrasse, les nombreux parasols chargés d'abriter des rayons trop ardents les visages gentiment ridés des invités.



Qui en robe légère, qui en tenue décontractée, ils arrivent par groupes, les 93 collègues attendus. Déjà les rires

fusent et les conversations animent les locaux un peu froids de cette grosse villa transformée, depuis son acquisition par la Commission, en un Centre Omnisports. Après l'apéro, chacun prend place aux tables dressées pour 8 et décorées du strict minimum. Les agapes auront lieu à l'intérieur de la maison pour faire la nique à la pluie... qui nous guette là-haut.

Après quelques mots de bienvenue adressés à ses hôtes et un remerciement chaleureux à l'adresse de notre organisatrice en chef (Thérèse Detiffé), Daniel Guggenbühl invite l'assemblée à se diriger vers le buffet.

Sur des tables bien nappées, trônent d'immenses bols remplis à ras bord de crudités : carottes et céleris, concombres en rondelles d'un vert tumultueux ou encore pênes froids intimidés de leur état. La mayonnaise industrielle trône ici avec la cuillère de service... Et là, les pommes de terre en chemise, dans leur robe d'aluminium, reposent langoureusement dans un grand panier.

Les plus hardis des convives, alléchés par les fumets, ont découvert le barbecue installé à l'extrême bout oriental de la terrasse. Le préposé, très à l'aise dans sa fonction, tourne et retourne les viandes sous l'œil attentif des clients. Le choix est varié : saucisses, brochettes de bœuf, tranches de lard, viande de poulet et d'agneau ... Il y en a pour tous les goûts...

Le temps passe agréablement, en bonne compagnie, à rappeler les bons moments passés dans nos rôles respectifs de pionniers de la foi européenne et chacun mangera à satiété.

Un moment d'inquiétude soudain surgit : le café attend dans les thermos et pas l'ombre du dessert. Dehors, la « drache nationale » nous oblige à rentrer. Les esprits deviendraient grincheux si au même moment n'apparaissaient les chariots chargés d'un nombre impressionnant de gâteaux de tous genres. Thérèse et Elisabeth procèdent joyeusement à la distribution veillant à ce que chacun reçoive une bonne part... et l'on se délecte avec gourmandise !

Si le Centre Omnisports d'Overijse n'est pas le plus bel endroit du monde, il est un lieu très sympathique, dans la verdure, loin des bruits de la ville. Un endroit où il serait bien de venir se détendre plus souvent et où certainement nous nous retrouverons tous l'an prochain !

Yvette Demory



◆ **Un voyage artistique et gastronomique en Emilie-Romagne du 4 au 9 septembre 2007**



Connaissez-vous la différence entre "tortellini", "tortelli di zucca", "cappellacci", ou "tagliatelle al ragù"? Ou bien entre "aceto balsamico tradizionale" de Modène et "aceto balsamico", toujours de Modène, mais normal ? Et le rouge Lambrusco et le blanc "Malvasia" sont-ils des vins légèrement pétillants ou "fermi"? Tout ça, et bien d'autres expériences gastronomiques, vous auriez pu les vivre lors du voyage AIACE en Emilie-Romagne, si vous aviez été parmi les 32 présents.

Mais ce sont surtout certaines visions de chefs-d'œuvre artistiques qui nous sont restées dans la mémoire et dont nous garderons le souvenir. Par exemple, la cathédrale romane de Modène avec la tour Ghirlandina, le Baptistère et la "Camera di San Paolo" de Corrège à Parme, le San Giorgio de Cosmè Tura et les merveilleuses statues des mois à Ferrare, le Parmigianino du château de Fontanellato, la vue imprenable du haut du château de Torrechiara. Et à Bologne, l'église de Santo Stefano, à Mantoue le merveilleux Mantegna de la "Camera degli Sposi" dans le Palais Ducal. Et beaucoup d'autres églises, palais, places et jardins, qu'il serait trop long d'énumérer. Notre guide Karin nous les a illustrés avec sa compétence et son savoir-faire bien connus.

Nous avons eu de la chance : pas de grèves d'avion, comme c'était arrivé lors du même voyage au mois de mai, un temps magnifique avec du soleil mais pas trop chaud. Nous avons visité Modène le mardi, le samedi suivant il aurait été impossible d'entrer en ville à cause des funérailles solennelles du ténor Luciano Pavarotti qui ont rassemblé des milliers de personnes. A Bologne, la manifestation du comédien Beppe Grillo contre les politiciens, devant la cathédrale de San Petronio, a eu lieu l'après-midi du dimanche, lorsque nous étions déjà en train de quitter la ville. Et à Mantoue une foire littéraire nous a permis de prendre un bain de foule entre les stands chargés de livres.

Il y a eu bien sûr de petits inconvénients : certaines salles de musée fermées au public, des palais où on ne pouvait pas entrer à cause des expositions qui s'y préparaient, le retard du vol qui nous ramenait à Bruxelles. Mais tout ça n'a pas gâché la bonne humeur et la bonne ambiance qui régnait dans la compagnie.

Le voyage en Emilie nous a laissé l'envie d'y retourner, pour goûter encore une fois ses spécialités culinaires et admirer ses merveilles artistiques, et cela peut-être même très bientôt, à l'occasion de l'exposition sur les peintres Cosmè Tura et Francesco Del Cossa, ouverte à Ferrare dans le "Palazzo dei Diamanti" à partir du 23 septembre 2007.

G.L. Comini



❖ Quelques grandes questions intéressant l'Europe

◆ La belle course folle de l'Euro

Lorsque l'euro est né, personne n'aurait parié un kopek sur son avenir et aucun bookmaker n'aurait accepté de pari sur son évolution. Le mur des lamentations de l'euro est rempli à craquer. Les toutes premières est devenu cher". Il est vrai que spéculateurs – petits et gros – de personne ne connaissant vraiment que du feu. Puis, ce furent les cours. Suivirent plus récemment les par rapport au \$ américain. Pauvre euro, tu n'as vraiment pas la vie facile !



Pourtant, les cours du pétrole s'envolent mais les prix pétroliers libellés en € restent à des valeurs supportables, même si elles sont intrinsèquement élevées. L'euro a tellement de succès que les réserves monétaires de nombreux pays commencent à être libellées en euros, vous pouvez payer en euro à peu près partout dans le monde, plus besoin de passer par le dollar.

Alors est-ce une réussite ? Bien sûr.

Voici deux articles en l'honneur de sa Majesté l'Euro:

- l'un consacré à la Slovaquie qui est passée le 1^{er} janvier 2007 à l'euro,
- le second portant sur les pièces commémoratives du 50^e anniversaire de la signature des Traités de Rome.

◆ Incroyable mais vrai ! Les Slovènes payent en euros depuis le 1^{er} janvier 2007

A peine la Slovaquie est-elle devenue membre de l'Union européenne qu'elle adopte l'euro ! En effet, le 1^{er} janvier 2007, l'euro est devenu la devise officielle de la Slovaquie. Il a remplacé l'ancienne monnaie nationale, le [tolar](#).

La conversion à l'euro s'est faite au taux de 239,640 tolar l'euro, selon une décision prise par le Conseil ECOFIN de juillet 2006 sur la base d'une proposition de la Commission. La Slovaquie est ainsi le premier des dix pays devenus membres de l'UE en 2004 à adopter l'euro. Elle rejoint ainsi les 11 pays de l'UE qui ont adopté la monnaie unique en 1999, suivis par la Grèce en 2001.

La face commune des pièces slovènes bicolores et en alliage nordique représente l'Union européenne après son élargissement à 25 États membres : *ce sont les seules pièces de la zone euro à illustrer l'Union après son élargissement* (dans les autres États, les faces communes représentent l'Union à 15 États membres).

Désormais, la zone euro compte une population de 316,6 millions d'habitants, dont deux millions de Slovènes. En janvier 2008, Chypre et Malte adopteront, eux aussi, l'euro.



A quoi ressemblent les faces nationales ?

- La pièce de 1 centime représente une [cigogne](#), motif emprunté à l'ancienne pièce de 20 [tolars](#).
- La pièce de 2 centimes représente la pierre des princes, symbole du [duc de Carinthie](#)¹.
- La pièce de 5 centimes représente *Le semeur d'étoiles*, œuvre de 1905 du peintre impressionniste Ivan Grohar
- La pièce de 10 centimes représente un projet (jamais réalisé) de [Plečnik](#)² pour le Parlement slovène et une inscription *Katedrala svobode* (cathédrale de la liberté)
- La pièce de 20 centimes représente deux chevaux [Lipizzans](#)³ des haras de Lipica
- La pièce de 50 centimes représente le mont [Triglav](#)⁴, la [constellation du Cancer](#) et l'inscription "Oj Triglav moj dom" (Ô Triglav, ma maison)
- La pièce de 1 € représente [Primož Trubar](#)⁵ et l'inscription "Stati inu obstati" (tenir et se tenir)
- La pièce de 2 € représente [France Prešeren](#)⁶ et la première ligne de la 7ème strophe de la [Zdravljica](#) (hymne national slovène), sur la tranche est inscrit le mot : S L O V E N I J A

¹ La pierre des princes, sur la pièce de 2 centimes, est le chapiteau d'une colonne romaine sur laquelle sont gravées les armoiries du duc de [Carinthie](#). Cette pierre est aujourd'hui conservée dans un musée à [Klagenfurt](#), capitale du [Land de Carinthie](#), en Autriche où elle est considérée comme un symbole national.

² L'architecte Joze [Plečnik](#) (1872-1957) a remodelé, entre les deux guerres, la capitale, Ljubljana, et a contribué aux architectures de deux autres capitales centre-européennes, à savoir Vienne et Prague.

³ Les chevaux [lipizzans](#) sur la pièce de 20 centimes sont des chevaux originaires de Slovénie mais c'est surtout à l'école de [Vienne](#) en [Autriche](#) que la race est la plus représentée, devant à la célèbre école d'équitation sa survie et sa renommée

⁴ (Trois têtes), le plus haut sommet de Slovénie, autrefois de l'ancienne Yougoslavie, culminant à 2.864 mètres.

⁵ Primož Trubar ([juin 9, 1508](#) – [juin 28, 1586](#)) était un réformateur protestant slovène, fondateur et premier chef de l'église protestante de Slovénie. Il a consolidé la langue slovène et a été l'auteur du premier livre imprimé en slovène.

⁶ France Prešeren, né le [3 décembre 1800](#) et mort le [8 février 1849](#), est un poète [slovène](#), célébré non seulement dans son pays ou dans la région, mais dans toute l'Europe, comme l'un des plus grands romantiques



Les membres de la zone euro peuvent actuellement se réjouir de la cote de l'euro. En effet, le 20 septembre 2007, l'euro a franchi la barre des 1,40 \$ sur le marché des changes. Ceci n'est pas sans conséquence certes mais il faudrait savoir ce que l'on veut. Quand l'euro était faible, tout le monde disait : "c'était bien la peine", maintenant c'est "quand va-t-il s'arrêter ?". Heureusement personne ne le sait.

Bienvenue à la Slovénie dans le club et bonne continuation !

◆ L'Euro célèbre le 50^e anniversaire du Traité de Rome

À l'occasion en 2007 du cinquantième anniversaire de la signature du Traité de Rome, l'Union Européenne a décidé d'émettre une pièce commémorative commune à compter du 25 mars 2007.

Cette pièce existe dans 13 versions différentes (une par pays sauf Monaco, Saint-Marin et le Vatican). Pour chaque pays, le texte est écrit dans la langue nationale sauf en Belgique où le latin a été préféré au cumul des différentes langues nationales.

À noter que les Pays-Bas ont dû adapter leur loi pour permettre l'émission de cette pièce sans faire figurer la Reine Beatrix. Le Grand-Duché de Luxembourg a préféré insérer un motif spécial à la pièce.

Cette pièce de deux euros remplacera entièrement les pièces normalement mises en circulation en 2007 sauf dans le cas de la Slovénie qui a dû introduire des pièces de deux euros pour son lancement.



La pièce montre le traité signé par les six pays fondateurs, avec en arrière-plan le motif du dallage (dessiné par Michelangelo) de la Piazza del Campidoglio à Rome, où a eu lieu la cérémonie de signature le 25 mars 1957.

Les inscriptions « TRAITE DE ROME 50 ANS » et « EUROPE » ainsi que le nom du pays émetteur apparaissent dans les langues respectives de la zone euro ou en latin. Par conséquent, la légende diffère d'un pays à l'autre, mais le dessin est le même. Son dessin a été choisi à l'issue d'un concours organisé par les Hôtels des monnaies européens.

Ce sera la première fois que les faces nationales d'une pièce en euros seront communes.



Au total, environ 55 millions de pièces seront frappées par les 6 pays fondateurs. D'autres pays (Autriche, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Portugal, Slovénie) ont par ailleurs souhaité se joindre à cette commémoration, portant ainsi le volume total à 83 millions de pièces au sein de la zone euro. Pas de panique, il y en aura pour tous les collectionneurs !

Allemagne 30 millions	Autriche 9 millions	Belgique 5 millions	Espagne 8 millions	Finlande 1,4 millions	France 9,4 millions	Grèce 4 millions
Irlande 4,8 millions	Italie 5 millions	Luxembourg 2,1 millions	Pays-Bas 6,33 millions	Portugal 2 millions	Slovénie 400.000	

Jean-Bernard Quicheron

◆ **La Russie et l'Union européenne sont-elles faites pour se comprendre ?**



Gunnar Wiegand

Le mardi 11 septembre 2007 (n'y voyez là aucun rapport avec les tours new-yorkaises !), Daniel Guggenbühl et le soussigné se rendirent au bâtiment Charlemagne afin d'interviewer un haut fonctionnaire de la DG "Relations extérieures (Relex)", Gunnar Wiegand, chef de l'unité "Russie" et directeur ff. de la Direction E "Europe orientale et Caucase du Sud, Républiques d'Asie centrale". Ce dernier avait été auparavant responsable de l'unité "Etats-Unis et Canada" pendant quatre ans, de même qu'il avait été porte-parole de Chris Patten, Commissaire européen aux relations extérieures et ce pendant trois ans.

Nous nous demandions si, après le démantèlement de l'URSS, les nostalgiques de cette dernière ne cherchaient pas à donner à la Russie un statut mondial comparable à celui de l'ancienne Union soviétique. La réponse donnée à cette interrogation fut fort nuancée. Le Président Poutine visait, selon notre interlocuteur, trois buts : préserver l'intégrité territoriale de la Fédération Russe, stabiliser l'économie et les finances de l'ensemble, et assurer à la Russie un retour sur la scène internationale. Il est clair que, pour y parvenir - et l'on peut dire qu'il est en train de réussir son pari - quelques sacrifices furent demandés à la population tels que : accepter l'exercice d'un contrôle des médias, l'établissement de règles précises pour les ONG installées sur le territoire et une limitation de l'action de la société civile.

Nous nous demandions aussi dans quelle mesure la Russie avait besoin de nous et de quelle façon nous avions besoin d'elle. Il est intéressant de voir que l'UE représente un territoire 4 fois plus petit que celui de la Russie mais que ce 'petit' territoire héberge plus de 3 fois et demie la population de la Russie (493 millions pour l'UE contre près de 143 millions pour la Russie, en fort déclin démographique). Sur le plan économique, le PNB⁷ de l'Union est égal à 14 fois et demie celui de la Russie, chaque Européen gagnant cependant en moyenne 2 fois et demie de plus que son homologue russe. En revanche, l'énergie exportée vers l'UE représente pour la Russie plus de 60% de sa production énergétique tandis que plus

⁷ PNB = produit national brut. LE PNB mesure la valeur totale des biens et services produits dans une nation sur une période donnée (en général un an)



de 52% de son commerce extérieur se fait avec l'Union. On voit là l'interdépendance économique des deux ensembles.

Pourtant, en analysant plus finement la structure de l'économie russe, nous dit notre interlocuteur, on voit que la croissance de la Russie est essentiellement due à ses ressources en énergie et aux prix croissants de cette dernière. L'Etat contrôle de plus en plus l'économie, les petites et moyennes entreprises ont du mal à se faire une place au soleil et les secteurs non énergétiques n'entrent pas vraiment en concurrence avec leurs homologues sur le plan mondial, à l'exception des secteurs de l'acier et de l'armement.

Les relations UE-Russie comportent certains aspects paradoxaux, poursuit-il. Dans cet espace économique commun qui se crée, les entreprises de l'Union font de bonnes affaires en Russie mais le marché russe subit un certain arbitraire de la part des autorités, fait l'objet de corruption et la question des droits de l'homme reste un parent pauvre des relations mutuelles. En guise de conclusion sommaire, l'on peut dire que la Russie est un partenaire économique important, un voisin essentiel pour notre prospérité mais aussi un partenaire de plus en plus difficile sur le plan politique.

Le programme TACIS de l'Union européenne, qui consistait essentiellement à promouvoir la transition vers une économie de marché en Russie, est pratiquement arrivé à son terme. Les mesures de coopération financière se limitent maintenant à des secteurs comme l'éducation, la coopération transfrontalière et la sûreté nucléaire, avec des cofinancements russes. L'accord de coopération et de partenariat conclu en 1997 expire en 2007. Il est fondé sur des principes et objectifs partagés. La Russie veut utiliser ses ressources énergétiques (elle dispose par ailleurs de réserves monétaires énormes - quelque 400 milliards de dollars - et n'est pas endettée) pour obtenir de l'UE des concessions et une diminution de nos exigences politiques. Il est dans l'intérêt commun d'arriver à des règles claires pour le secteur énergétique ainsi que dans un autre domaine, la question de l'harmonisation des règles et normes techniques et le libre commerce. Le mandat de négociation d'un nouvel accord demandé par la Commission est toujours en souffrance au Conseil. Ceci est dû à un veto polonais lié à un embargo russe contre des importations de produits agricoles.

Par ailleurs, le poids du passé et de la guerre froide est encore fort présent. Comment digérer la transition d'une économie ultra dirigée vers une économie libérale ? On a l'impression que, pour les dirigeants russes, il y a une continuité entre les périodes tsariste, communiste et moderne, toutes fortement marquées de la notion de spécificité et de grandeur. La Russie a encore du mal à «digérer» l'élargissement de l'UE vers l'Est. Pourtant, la question du transit vers l'enclave de Kaliningrad, qui a pu faire croire, à un certain moment, à un blocage, s'est résolue sans problème majeur. Kaliningrad est une zone spéciale qui accorde aux entreprises russes et étrangères une fiscalité favorable aux investissements. Les problèmes de la minorité russe dans deux Etats baltes ne sont pas définitivement réglés mais, dans l'ensemble, des solutions se mettent en place grâce aux efforts des autorités de ces pays.

Si l'on tourne son regard vers l'avenir, quelles conclusions peut-on tirer de la coopération UE-Russie ? Le développement de cette coopération est certainement dans l'intérêt mutuel puisque 80% de la population et de la capacité industrielle russe se trouvent dans la partie européenne de la Russie. Il est clair aussi que la Russie, en envisageant son avenir, lorgne vers la Chine dont elle sait qu'elle ne pourra pas égaler la force économique mais ses ressources en énergie constituent un atout dans les négociations avec ce pays. Elle sait également que les frontières avec la Chine, vu leur longueur et leur perméabilité, seront difficiles à gérer. Dans ce contexte le partenaire européen, proche et adaptable, reste un partenaire très important, voire incontournable, y compris pour la résolution des conflits régionaux et pour affronter ensemble de grands défis mondiaux.

L'Europe des 27 a un destin passé et futur inextricablement lié à celui de la Russie. Histoire, géographie, culture et défis lient l'un à l'autre. Pour l'Europe des 27, la sécurité et l'intégrité territoriales sont inexorablement liées à celles du territoire russe.



Des défis et des occasions partagées s'offrent aux deux ensembles. Il est à espérer que la Russie connaîtra une transition réussie sur les plans économique et politique. D'ores et déjà, beaucoup d'anciens, habitués pendant des décennies au grand voisin communiste de l'Est reconnaîtraient difficilement la Russie nouvelle qui est en train d'émerger.

Les deux espaces ont certes des conceptions différentes sur l'avenir de la planète, il n'en reste pas moins qu'ils devraient être capables de mieux se comprendre, car si l'évolution de la Russie est complexe, le processus d'intégration de l'Union européenne ne lui cède en rien en complexité et difficulté.

J.-B. Quicheron

◆ **Migrations et développement**



André Vanhaeverbeke

André Vanhaeverbeke, ancien de la Commission, a rédigé pour nous cet article riche en réflexions personnelles sur l'interaction qui peut se produire entre le développement et le sous-développement dans certains pays du monde et les migrations provenant de ces pays à destination de l'Europe. Grand spécialiste des questions de développement, il a passé 20 ans comme chef de délégation dans différents pays d'Afrique, pour terminer sa carrière en Ukraine en 2002. Voici un témoignage de première main.

Les migrations internationales qui ont toujours existé dans le monde, ont pris aujourd'hui une ampleur considérable. L'espoir d'obtenir des revenus plus élevés peut générer des déplacements de population importants, du Sud vers le Nord, mais aussi entre les pays sous-développés eux-mêmes. Ainsi, à l'intérieur du continent africain, où certains pays plus «riches», tels que la Libye, la Côte d'Ivoire, l'Afrique du Sud, comptent aujourd'hui parfois plus d'un quart de travailleurs étrangers dans leur population totale.

Aujourd'hui, les flux les plus importants pour l'Europe sont originaires des pays en développement, et en particulier d'Afrique, ce qu'il est facile d'expliquer quand on sait qu'un travailleur sans qualifications peut espérer gagner en Europe 10 à 20 fois plus que son revenu local, quand il en a un. On comprend donc que, malgré les problèmes sociaux et politiques qu'il pose, ce type de mouvement a été, et est toujours, d'un grand intérêt économique pour les pays de départ vers lesquels il génère des transferts d'argent considérables, représentant par exemple pour un pays comme le Sénégal jusqu'au quart de son revenu national.

On comprend aussi que les migrants soient prêts à prendre tous les risques pour aller vers l'Eden, comme le démontrent chaque jour les pirogues sénégalaises allant de l'Ouest africain vers les Canaries, pour un voyage d'au moins 10 jours. Et à quel prix puisqu'en une quinzaine d'années, 10.000 personnes y ont laissé la vie !

Le problème est que ces mouvements de populations, même s'ils sont utiles à nos économies, ont leurs limites. Il y a des seuils de tolérance économiques et psychologiques au-delà desquels les migrants sont souvent perçus comme une menace, déclenchant des phénomènes de



xénophobie, de racisme, de discrimination d'autant plus importants qu'ils sont relayés, voire suscités, par des partis politiques. Nos gouvernements essaient, bien sûr, d'endiguer les flots, de les contrôler, mais avec une efficacité limitée, d'autant que les mesures qu'ils prennent peuvent mettre en cause nos valeurs démocratiques et de respect des droits de l'homme.

Comment n'être, comme le disait Delors, «ni une passoire ni une forteresse»? Comment faire appliquer avec discernement et humanité les contrôles qui, par définition, sont désagréables et dangereux pour notre démocratie? En évitant par exemple les cas malheureux de détention d'enfants dans des «centres fermés». Mais cette recherche d'équilibre est par définition très difficile.

D'où l'idée que, pour résoudre ce dilemme, il fallait attaquer le problème des pressions migratoires à la racine, par le développement, réduisant ainsi les différences de revenus entre pays riches et pays pauvres, et donc l'attrait de la migration de masse.

Des hommes politiques européens, même conservateurs, ont pris conscience du problème et ont lancé quelques idées, dont celle du **co-développement**. Un de ses principes est qu'il faut arriver à utiliser les migrations comme un outil de développement, notamment en orientant les sommes considérables envoyées dans leur pays d'origine vers des actions d'investissement dans les secteurs productifs et sociaux (par exemple des dispensaires, de petits projets d'irrigation, etc.). Apparaîtraient ainsi de nouveaux agents de développement disposant de ressources propres et dotés d'un certain dynamisme acquis durant leur séjour à l'étranger.

Il faut savoir cependant que l'essentiel de leurs transferts d'argent vont à la famille pour couvrir les besoins de consommation et que ce qui reste pour l'investissement productif ne sera jamais considérable. Cela vaut néanmoins la peine que les autorités publiques se soucient d'attirer ces reliquats vers des investissements de développement, notamment par des politiques de cofinancement, mais sans qu'on puisse y voir une panacée qui dispenserait de la nécessité de modifier les concepts, de l'esprit de la coopération, et de l'accroissement des efforts d'aide.

Evidemment, il s'agit là d'un défi considérable, surtout dans les pays africains qui, dans leur ensemble, ont du mal à s'organiser. Ce défi résulte d'abord des difficultés intrinsèques du développement qui n'est pas une mécanique fonctionnant uniquement grâce à des injections financières. Une série de conditions doivent être réunies préalablement ou simultanément, ressortissant aux domaines du politique, qui permettrait d'éviter par exemple l'écroulement économique de pays comme le Zimbabwe et la Côte d'Ivoire, et relevant aussi de la gestion des différents secteurs économiques et sociaux, ce que l'on appelle dans le jargon des spécialistes, la «bonne gouvernance».

Ce défi résulte aussi d'incohérences entre les différentes politiques que mènent les pays développés, par exemple entre celles du développement et du commerce international. Et cela peut avoir un impact direct sur les flux migratoires. Il suffit pour cela de voir comment ceux-ci s'enclenchent. Ils partent des campagnes où les petits paysans familiaux voient leurs cultures générant des revenus monétaires, comme le café, le cacao, l'arachide ou le coton perdre de leur compétitivité. Cela non seulement parce qu'ils ont du mal à s'organiser, mais aussi et peut-être surtout à cause, entre-autres, des pratiques agricoles des pays riches.

Un cas exemplaire est celui du coton dans les savanes africaines, dont la production s'est fortement développée, mais qui ne peut être vendu à un prix rémunérateur du fait des subventions accordées aux producteurs américains. Ces paysans africains devront réduire leur



production sans qu'il n'y ait d'alternative possible. Il en résulte dès lors un exode rural vers les villes, où se crée un nouveau réservoir d'émigration. La question générale à poser est donc de savoir quels sont les effets de nos politiques, notamment agricoles, sur les revenus des populations les plus pauvres ? Comment leur préserver une part du gâteau dans le commerce international, sachant que leurs moyens de défense sont aujourd'hui dérisoires ? Il faut donc des politiques plus volontaristes de réservation de parts de marché, de garantie de revenus, un peu dans l'esprit des actions de type «Fair Trade» ou commerce équitable.

L'enjeu véritable pour nos concitoyens et hommes politiques est donc de se rendre compte qu'on vit dans un monde d'interdépendance et que, comme le disait un évêque nigérian au G8 où il était invité, «qu'un petit groupe de pays riches ne peut plus jouir seul de ses richesses, en pensant que les pays pauvres ne ruineront pas la fête». Si on ne crée pas d'emplois chez eux, ils viendront les chercher chez nous et, comme «on n'arrête pas la mer avec les bras», il faudra penser plus loin que les contrôles. Paradoxalement, il est possible que cette «menace» révélée par les migrations favorise davantage l'intensification des efforts de développement que ne l'auraient fait le simple bon sens économique et le souci de solidarité et fera prendre conscience que, plus l'objectif est lointain et difficile, plus les efforts de mobilisation doivent être précoces et vigoureux.

André Vanhaeverbeke

❖ L'Europe et nous

◆ La politique immobilière de la Commission



Jean-Pierre Dubois

Une politique immobilière attentive des institutions européennes vis-à-vis des autorités et de la ville d'accueil peut jouer un rôle certain pour conforter une image favorable de l'Europe. Il faut reconnaître que dans le passé cette image a été plutôt négative à Bruxelles, en raison d'une faible prise en considération de la part de ces institutions et donc de la Commission, du milieu urbain bruxellois dans lequel les bâtiments communautaires étaient censés s'insérer.

Thierry Demey, dans son livre passionnant sur «Bruxelles, capitale de l'Europe» (Badeaux 2007), a bien décrit cette situation: «Sur le plan urbanistique, la présence des institutions européennes a accéléré la transformation d'un quartier huppé - le quartier Léopold et les abords du Cinquantenaire - en un vaste zoning administratif sans âme, source de multiples effets pervers sur le plan de la mobilité, de l'habitat et de la sécurité. S'il faut éviter de faire des institutions européennes le bouc émissaire de la destruction du centre de Bruxelles, leur responsabilité, indirecte et partielle, n'en est pas moins indéniable. En n'adoptant pas une attitude conforme à ses propres orientations politiques sur la revitalisation des centres urbains européens, l'administration européenne a fait preuve d'une totale absence de cohérence et de sens des responsabilités. Le premier coupable reste l'Etat belge qui a défendu, avec une constance aveugle, le regroupement des institutions européennes autour du rond-point Schuman... ».

C'est dans ces dernières années que la Commission, prenant en compte son intérêt bien compris, s'est souciee de mettre en place une politique immobilière et de le faire en concertation avec les pouvoirs publics bruxellois. En 1997, les Etats membres décidaient en effet que le siège de la



Commission serait implanté à Bruxelles. Dans plusieurs communications et surtout la dernière du 5 septembre 2007 sur «La politique d'installation des services de la Commission à Bruxelles et à Luxembourg» (COM(2007) 501), celle-ci annonce avoir suivi trois objectifs qu'elle compte bien poursuivre : installer les services de manière rationnelle, intensifier la politique d'acquisition et approfondir le dialogue avec les autorités belges.

En cinquante ans, la situation a radicalement changé à Bruxelles. En 1965, le personnel de la Commission est de 3.200 personnes réparties dans huit immeubles. En juin 2007, la Commission occupe à Bruxelles 865.000 m² dans 61 bâtiments pour un personnel de 22.000 personnes. Les bâtiments, souvent trop petits, sont essentiellement regroupés dans trois sites : le Quartier Européen, le site Beaulieu et la rue de Genève. Les effectifs vont encore s'accroître: «Outre les 2.500 membres du personnel qui ont rejoint ou rejoindront la Commission à Bruxelles au cours de la période 2004-2008, 850 autres devraient être recrutés dans le cadre de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à compter de 2007 (ce qui entraînera) une augmentation en espaces de bureaux d'environ 35.000m² au cours des trois prochaines années» (Communication 2007 p.5).

Dans ces conditions de tension, la Commission précise et développe ses orientations antérieures dans sa Communication et aussi dans une conférence de presse commune que le Commissaire Siim Kallas a tenue avec M. Charles Picqué, ministre président de la région bruxelloise, le 5 septembre 2007.

La Commission veut d'abord rationaliser la politique d'achats qu'elle mène depuis dix ans (achat avec report de paiement essentiellement mais pas uniquement), en améliorant sa capacité d'action sur le marché immobilier, en regroupant le personnel dans un plus petit nombre d'immeubles beaucoup moins dispersés et beaucoup plus grands (de 50.000 à 100.000 m² par bâtiment), de manière à faciliter le travail de ses services, et à réaliser des économies d'échelle. La Commission veut aussi continuer de prendre en compte les préoccupations environnementales qui lui sont essentielles, en diminuant l'empreinte carbonique des bâtiments (réduction du bilan carbone, intégration des bâtiments dans le réseau des transports publics et synergies dans la gestion des immeubles). Ceci implique une planification des besoins en espace sur une période assez longue (quinze ans). Le Quartier Européen restera le pôle principal d'activités de la Commission avec un nombre limité de pôles en dehors de ce quartier. Tout ceci implique une coopération beaucoup plus étroite avec les autorités locales.

C'est ainsi que lors de la conférence de presse commune du 5 septembre, le Commissaire Kallas a exposé les «aménagements» nécessaires pour transformer le Quartier Européen en un pôle dominant. Ceci impliquerait un regroupement de bâtiments existants et la construction de plusieurs très grands immeubles (l'équivalent de cinq tours Belgacom). La Commission y disposerait alors de 400.000m², soit 230.000m² de plus qu'aujourd'hui. Il s'agirait de construire des immeubles de qualité et même du logement (110.000m²) et des commerces ! Un concours international d'architecture serait lancé l'année prochaine.

On ne peut que saluer la volonté de la Commission de poursuivre une politique immobilière qui profite de toutes les synergies, qui regroupe les fonctionnaires d'une DG et leur permette par exemple de se retrouver dans un seul immeuble, qui rende possible une baisse des coûts ainsi qu'un plus grand respect des normes environnementales et ceci en liaison avec les autorités bruxelloises.



En même temps, on reste perplexe devant l'ampleur des travaux nécessités par la mise en place du «plan Kallas» dans le Quartier Européen et devant la vigilance dont devront faire preuve les autorités bruxelloises pour éviter le renforcement d'un nouveau ghetto, sans évoquer les plaisirs très bruxellois de chantiers qui durent des années. Concentrer des dizaines de milliers de m² supplémentaires dans ce quartier déjà bien éprouvé et engorgé par la circulation automobile, est-ce vraiment souhaitable et valorisant pour l'image des institutions européennes à Bruxelles, alors ue l'on sait que seule la multifonctionnalité assure la vitalité des espaces urbains. Quelques commerces et logements y suffiront-ils? Enfin, on a l'engagement verbal de M. Charles Picqué de vouloir humaniser cet espace. On peut partir rassurés !

Jean-Pierre Dubois

◆ ***Le défilé du 14 juillet 2007 à Paris, l'Europe à l'honneur !***



Soldats européens sur les Champs Elysées
Photo Radio-Canada

L'événement est suffisamment rare pour mériter d'être rapporté. Le défilé du 14 juillet 2007 à Paris a donné l'occasion au Président de la République française de faire preuve d'esprit européen. Quelles que soient les raisons sous-jacentes, l'on peut saluer cette initiative qui a permis de montrer que Paris pouvait être plus européen que ce que l'on pensait généralement.

Que s'est-il passé ? Sur les Champs Elysées ont défilé ensemble pour la première fois les 27 pays membres de l'Union européenne. Ces dernières années, Allemands, Britanniques, Espagnols ou Belges avaient déjà participé à divers titres au défilé français. Mais jamais l'ensemble des pays de l'UE n'avait été représenté dans cette cérémonie traditionnelle.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui assistait au défilé aux côtés du président français, a parlé d'«un geste magnifique pour l'Europe».

Nicolas Sarkozy a déclaré : "*Je voulais que la France soit de retour en Europe et que l'Europe soit présente en France.*"

L'UE était représentée à la tribune d'honneur également par le premier ministre portugais José Socrates, dont le pays préside actuellement l'UE, par le président du Parlement européen, Hans-Gert Pötering, et par le Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère, Javier Solana.

Des détachements de tous les pays de l'Union européenne ont descendu les Champs-Élysées aux côtés des troupes françaises, une première que le président Sarkozy a décrite comme une célébration de la paix et de l'unité européenne. L'Allemagne avait dépêché le 261^e bataillon de chasseurs parachutistes, l'Italie le 1^{er} régiment "Grenadiers de Sardaigne", les Pays-Bas le 42^e bataillon de chars "Hussards Prince d'Orange" et la maréchaussée royale, le Royaume-Uni le 63^e escadron de la Royal Air Force, et la Roumanie le 30^e régiment de la Garde "Michel le



Brave". Le président Nicolas Sarkozy est descendu de la tribune de la place de la Concorde pour serrer la main de chacun des porte-drapeaux.

A la fin du défilé, les Petits Chanteurs à la Croix de bois ont entonné l'"Ode à la Joie" de Beethoven, l'hymne européen. Mais auparavant, un jeune garçon de 13 ans a lu un morceau de la déclaration de Robert Schuman, un des pères fondateurs de l'Union, dont la fameuse formule : «*L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait.* »

Espérons que ces gestes forts de communication seront suivis de décisions favorables à l'Europe ! Ils sont en tout cas un démenti cinglant aux hommes politiques qui ont récemment supprimé dans le projet de traité toute référence aux symboles européens.

Jean-Bernard Quicheron

❖ **Le saviez-vous ?**

◆ **Accès des retraités à IntraComm**

IntraComm, qui est l'intranet de la Commission, constitue pour tous les anciens un outil d'information intéressant, voire indispensable. Il leur permet, s'ils le souhaitent, de rester en contact avec l'actualité européenne vue de l'intérieur de l'institution. Il donne un accès immédiat à *Commission en direct* dès sa parution et permet donc de disposer rapidement des informations concernant les activités culturelles et de loisirs ou de consulter l'ensemble du courrier des lecteurs...et de participer à ce courrier. Plus important encore : il permet de consulter les organigrammes des directions générales, le répertoire téléphonique de la Commission, les informations administratives, les réglementations en vigueur concernant les droits administratifs des anciens (maladie, pensions), de télécharger des formulaires etc.

L'accès des anciens à IntraComm depuis leur domicile leur est garanti. Le problème est celui de la mise en pratique de ce droit. L'attente du code d'accès se révèle souvent interminable et décourageante, une situation qui suscite beaucoup d'insatisfaction parmi nos membres. L'AIACE, pour sa part, en particulier la Section Belgique, milite pour l'attribution automatique du code d'accès dès le départ à la retraite et elle a fait connaître son point de vue à de nombreuses reprises. Du côté de la Commission, on est d'accord sur le principe de cet automatisme, y compris l'attribution d'un code d'accès aux personnes déjà retraitées et qui n'ont pas présenté de demande à cet effet. Cependant, au moment où nous mettons le présent *Ecrin* sous presse, la mise en œuvre pratique fait toujours encore l'objet de pourparlers entre les services concernés. Nous espérons vivement que ce problème puisse être résolu dans un avenir proche.

Pour rappel . Les retraités qui n'ont pas encore fait leur demande d'accès, mais aimeraient se familiariser avec cet outil performant qu'est IntraComm, doivent le faire au moyen du formulaire approprié qu'ils trouveront sur le site AIACE :

<http://www.aiace-europa.eu/fichiers/IntraC-code-FR.pdf>

<http://www.aiace-europa.eu/fichiers/IntraC-code-EN.pdf>

Daniel Guggenbühl et Margarethe Braune



Avis aux amateurs !

Vous qui êtes un mordu de l'informatique et qui avez expérimenté et résolu nombre de problèmes avec votre ordinateur !

Vous qui êtes un jongleur numérique et qui avez de la compréhension pour ceux qui sont moins à l'aise que vous !

Venez donc rejoindre l'équipe des bénévoles du

support informatique IntraComm

pour aider vos collègues à manier l'IntraComm et à venir à bout de leurs tracas informatiques !

La Commission pourra vous faire bénéficier d'un cours de formation, des collègues seront là pour vous aider.

Manifestez vous :

par courriel : aiace-be@ec.europa.eu

par téléphone : 02 295.38.42 ou 02 296.48.24

ou par une visite en notre bureau SC29 00/33 (rue de la Science, 29)

◆ **L'Europe tropicale**



L'automne est là, l'hiver approche : envie de soleil ? Avez-vous jamais songé au soleil tropical de l'Europe ? Savez-vous que deux pour cent du territoire européen en bénéficie ? Et que ce territoire va de l'Océan Indien aux frontières avec le Brésil ? Ceci grâce aux R.U.P., les Régions Ultra-Périphériques reconnues par l'Art. 299 §2 du Traité d'Amsterdam comme partie intégrante de l'Europe : l'île de la Réunion, les Canaries, Madère, les Açores, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane sont en effet des régions européennes à tous les égards, comme la Sardaigne ou la Corse.

Ces régions bénéficient ainsi des Fonds structurels, et en particulier du Fonds régional, on y accède avec la simple carte d'identité, elles sont dans la zone Euro, ont la sécurité sociale et



sanitaire européenne, propre à leur pays d'appartenance (France, Espagne ou Portugal), et un niveau de vie particulièrement élevé par rapport à la zone géographique d'appartenance, même si la plupart d'entre elles se situent en dessous du seuil de 75% du PIB moyen européen et peuvent donc accéder aux financements communautaires.

L'Union Européenne fait un effort considérable pour assurer à ces régions un développement soutenable, suivant trois axes principaux : le soutien aux productions traditionnelles, notamment agriculture et pêche, la relance économique avec les Fonds structurels et des mesures fiscales, et le développement de domaines stratégiques, tels que les PME et le tourisme, le transport et l'énergie, la société de l'information et la recherche.

En effet, sans un soutien communautaire, les productions traditionnelles de ces régions – fruits et légumes exotiques, bananes, rhum, sucre de canne etc - ne pourraient pas survivre face à la concurrence des pays voisins, car le coût de la main-d'œuvre n'est pas comparable, vu que les législations européennes s'appliquent, notamment en matière de salaire minimum garanti et de sécurité sociale. La densité de population (sauf pour la Guyane), les reliefs volcaniques, l'étroitesse du marché, le taux de chômage, l'éloignement du continent européen constituent autant de problèmes difficiles à surmonter sans une aide de la Commission.

Ces régions constituent pourtant un atout pour l'Europe : pour les relations avec les pays voisins, pour la recherche en milieu tropical et la géothermie, la haute technologie et l'astrophysique (Observatoire des Canaries, base spatiale de Kourou en Guyane, Département d'Océanographie et de pêche de l'Université des Açores) et méritent d'être mieux connues et valorisées. Les technologies de l'information et les télécommunications sont un instrument fondamental pour réduire l'éloignement de ces régions du territoire continental, et des études fort intéressantes ont été réalisées à ce sujet (voir www.erup.net).

Songez par exemple à la télémédecine : grâce à des connexions à haut débit avec des centres hospitaliers d'excellence sur le continent européen, il serait possible non seulement d'assurer une meilleure formation et assistance médicale aux résidents, mais aussi d'exporter cette assistance dans les pays voisins, et de garantir aux touristes âgés un contact direct avec leur hôpital ou leur médecin traitant en Europe !

Le tourisme, en effet, est un des grands atouts de ces régions magnifiques, très variées et où il fait bon vivre, et je vous encourage fortement à expérimenter le survol en hélicoptère de l'île de la Réunion, avec des panoramas à couper le souffle, ou la pêche à la ligne à Kourou, devant la cabane du Capitaine Dreyfus à l'île du Diable, ou encore les balades en catamaran à la Martinique, le tout abondamment agrémenté de t'punch ou rhum arrangé !

J'étais une fois, lors d'une mission fort agréable à la Guadeloupe, invité par la Chambre de Commerce, en visite sur un îlot voisin, et j'attendais sur le quai le bateau qui devait me ramener à l'hôtel, lorsque j'entendis quelqu'un m'appeler par mon nom. Surpris, je me suis retourné et j'ai vu un ancien collègue de la Commission, que j'avais perdu de vue depuis longtemps, et qui m'a avoué avoir pris sa retraite anticipée, s'être installé avec sa famille à la Martinique, et avoir loué pour ses vacances une villa dans cet îlot de la Guadeloupe ! Avec le coefficient français en prime ! Cela fait réfléchir, n'est-ce pas ?

Giangleazzo Cairolì⁸

⁸ Pour en savoir plus : le site de la DG REGIO sur Internet www.erup.net ou bien http://ec.europa.eu/regional_policy/themes/rup_fr.htm



◆ **Bureau de liaison Bruxelles-Europe**

Vous connaissez peut-être le bureau de liaison Bruxelles-Europe mais le connaissez-vous bien ? Par ailleurs, vous connaissez peut-être de nouveaux fonctionnaires arrivant de bien loin qui auraient besoin d'assistance ou d'orientation.

Le Bureau de Liaison Bruxelles-Europe a été créé en 1991 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Son objectif est double : d'une part, promouvoir l'image de Bruxelles comme capitale européenne et siège des principales institutions européennes, d'autre part, sensibiliser l'habitant à la vocation européenne de sa Région.

Pour réaliser ces objectifs, le Bureau s'est fixé les missions suivantes :

- Présenter une image accueillante de Bruxelles comme capitale européenne en proposant un service d'assistance administrative aux personnes s'installant dans la Région.
- Rechercher des solutions à la source des problèmes rencontrés par les expatriés en organisant le dialogue entre les instances européennes, fédérales, régionales et communales.
- Favoriser les échanges entre Européens et Bruxellois et mettre tout en œuvre pour que les Européens vivant à Bruxelles se sentent Bruxellois et que les Bruxellois se sentent Européens.
- Familiariser les citoyens avec l'idée européenne afin de mieux comprendre l'importance du rôle européen de Bruxelles.
- Faciliter la participation active des Européens à la vie socioculturelle bruxelloise et favoriser leur implication dans la vie locale en les encourageant à faire usage du droit de vote aux élections communales.
- Accueillir les représentations des régions européennes et faciliter leur implantation à Bruxelles.
- Assister le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans toute initiative visant à promouvoir la vocation européenne de Bruxelles.

Voilà tout un programme ! Neuf personnes sont là pour vous aider à vous intégrer à Bruxelles.

Devenez un vrai Bruxellois ! De cœur et d'esprit !

Leur adresse

Bureau de Liaison Bruxelles
Europe
Avenue d'Auderghem 63
1040 Bruxelles
☎ 02 280 00 80
📠 02 280 03 86



Heures d'ouverture

Du lundi au vendredi
De 8h30 à 17 h30



❖ Informations pratiques, événements et livres

◆ "L'Europe pour les nuls"

Tel est le titre du livre que Sylvie Goulard vient de publier (First Editions, 2007). Ancienne conseillère de Romano Prodi, Sylvie Goulard enseigne au Collège d'Europe et a été élue en 2006 à la présidence du Mouvement Européen France.

Ce livre se présente un peu comme un manuel, écrit de manière vivante. Il décrit l'Europe et son évolution institutionnelle et politique depuis sa création dans l'esprit des fondateurs, en particulier Paul-Henri Spaak ; l'auteure cite d'emblée son rapport de 1956, dans lequel il voyait clairement l'Europe disparaître si elle ne se fédérait pas d'une manière ou d'une autre. Dès cette époque, Monnet écrivait aussi que "nos pays sont trop petits pour le monde actuel ... à la mesure de l'Amérique et de la Russie aujourd'hui, de la Chine et de l'Inde demain".

Dès le début deux conceptions s'affrontent qui ont perduré sous différentes formes : d'un côté " la seule Europe acceptable est celle des Etats" ; de l'autre les fondateurs de l'Europe qui sont favorables à des éléments supranationaux, c'est l'Europe des pays proches qui veulent se constituer en un ensemble cohérent. Sylvie Goulard écrit ainsi une première partie historique de 1957 à 2007, qui a l'intérêt de remettre en mémoire les successions d'avancées et de crises jalonnant cette longue période, avec un décalage entre les accords conclus d'un côté et la réalité plus sombre des comportements des acteurs politiques de l'autre, comme par exemple la pratique décevante de la coopération politique ; ce qui donne parfois l'impression que ce qui existe actuellement de solide dans l'Europe est davantage le résultat d'un hasard bienfaisant que le fruit d'une volonté politique réfléchie. Ainsi, en 1974, le Rapport Tindemans décrit la réalité européenne en des termes s'appliquant à celle d'aujourd'hui: "L'inégalité dans la distribution des richesses menace la stabilité du système économique mondial, l'épuisement des ressources pèse sur l'avenir de la société industrielle, l'internationalisation de la vie économique accroît la dépendance de notre système de production. Nos Etats semblent bien faibles pour relever seuls ces défis "

Parmi les acteurs de cette période l'auteure offre une place particulière à Altiero Spinelli qui, au Parlement Européen, fera adopter un rapport qui finira dans les tiroirs mais qui a pu inspirer d'autres textes européens subséquents (Acte Unique, Traité de Maastricht, projet de constitution).

Après cet aperçu historique, Sylvie Goulard décrit de manière un peu optimiste les valeurs européennes comme "l'intérêt général européen" ou "un nouveau patriotisme". Dans certaines citations cependant, la vérité perce sous l'emphase : ainsi du dernier discours de F. Mitterrand au Parlement Européen, sentant sans doute derrière lui l'ombre d'Aristide Briand à la Société des Nations : " ...Il faut vaincre notre histoire. Si on ne la vainc pas, il faut savoir qu'une règle s'imposera : le nationalisme, c'est la guerre ! La guerre n'est pas seulement le passé, elle peut être notre avenir". Ainsi également de la volonté européenne de donner une représentation plus importante aux petits Etats afin de combattre leurs craintes. Spaak disait déjà d'ailleurs: "Il n'y a plus en Europe que des petits pays, simplement certains ne s'en sont pas encore aperçus !"

Elle en vient aux institutions et aux politiques et salue le rôle de la Commission qu'elle qualifie de chauve-souris, à cause de son caractère hybride. Elle en souligne le travail considérable et décrit les limites de la vie européenne actuelle : un marché unique pas si unique et sans réelle



solidarité, une union économique inexistante, une politique étrangère peu commune, une aide au développement peu efficace, de grands progrès à accomplir dans la justice et les affaires intérieures, sans oublier l'environnement, un domaine dans lequel l'Europe ouvre la voie.

L'Europe des fondateurs n'est plus à l'ordre du jour. En dépit de sa préférence marquée pour celle-ci, Sylvie Goulard pense que la nouvelle Europe peut se constituer si elle est capable de marquer son attachement au multilatéralisme et d'affirmer sa volonté de se saisir de toutes les questions posées par la globalisation: "Cette hardiesse dans l'innovation pourrait redonner un nouveau souffle au projet européen aujourd'hui enlisé dans le doute". Forte de son héritage prestigieux, l'Europe peut ambitionner un nouveau départ mais celui-ci "suppose de s'attaquer à cinq chantiers : définir les frontières de l'Union, forger un sentiment d'appartenance, donner à l'Union les moyens institutionnels et financiers d'agir, oser la géométrie variable et, pour la France, savoir ce qu'elle veut (ce qui n'est peut-être pas le plus simple...) ".

Jean-Pierre Dubois

◆ **En cas de cancer, un soutien moral vous est proposé**

C'est un groupe de fonctionnaires et d'anciens fonctionnaires confrontés un jour, personnellement ou par l'intermédiaire d'un proche, à une expérience liée au cancer.

Composé de volontaires, il travaille en collaboration avec la DG ADMIN C (Politique et actions sociales et le Service Médical). Son but est d'apporter une aide aux collègues et à leur famille lors du diagnostic, pendant le traitement, lors du retour au travail ou de la mise en invalidité. Si vous avez vécu une expérience similaire et que vous désirez aider des collègues confrontés à cette même épreuve, contactez :

Cancer-Support@ec.europa.eu

Tél. : +32-2-298.07.41

◆ **Une petite astuce informatique**

Il vous arrive peut-être parfois, alors que vous consultez un site web, de constater que l'information que vous voyez en ligne n'est pas nécessairement la plus récente, par exemple celle que quelqu'un vous avait communiquée. Cela tient à une considération technique, votre navigateur internet (souvent Internet Explorer) garde dans sa mémoire cache (donc sur votre ordinateur) la dernière version d'un site que vous avez consulté. Logiquement, lorsque vous vous connectez à internet, votre ordinateur va chercher la version la plus récente sur le site mais il arrive que cette version tarde à vous atteindre, c'est pourquoi vous voyez l'ancienne version du site stockée sur votre ordinateur à défaut de l'autre.

Pour remédier à cela, que faire ? C'est très simple, vous cliquez sur l'icône (image) de votre navigateur en haut de l'écran à la moitié droite qui représente un carré dans lequel se trouvent deux flèches. D'office votre ordinateur (s'il est connecté à internet) ira chercher sur le site web externe la dernière version de l'information et vous l'affichera. Cette fonction s'appelle 'recharger' en français et 'refresh' en anglais.

Jean-Bernard Quicheron



◆ **Filmclub ten bate van "Les Amis de Bordet", communication de H. Karlovic**

Op donderdag 25 oktober, 29 november 2007 en 24 januari 2008 organiseert de Filmclub een filmvoorstelling gevolgd door een lunch, waarvan de **opbrengst ten bate komt van de verbetering van de leefomgeving van de patiënten in het Bordet Ziekenhuis**. Dankzij de fantastische medewerking van het Koninklijk Filmarchief en de Bozar, die hun faciliteiten gratis ter beschikking stellen, zal de gehele opbrengst ten goede komen van de patienten en hun afdeling.

De volgende films zullen worden vertoond:

- **Film 1 "The Notebook" op 25 oktober 2007 om 11.00 uur**
2004, U.S. Based on a novel by Nicholas Sparks, this love story stars James Garner and Gena Rowlands.



- **Film 2 "Tea with Mussolini", 29 november 2007 om 11.00 uur**
1999, Italy/U.K. Semi-autobiographical tale from the early life of director Franco Zeffirelli. Starring Judi Dench, Maggy Smith, Cher, Joan Plowright.



- **Film 3, keuze van publiek, 24 januari 2008 om 11.00 uur**

Bij inschrijving kunt U Uw persoonlijke voorkeur per email aan ons doorgeven. De film (engels talig !) met de meeste stemmen zullen wij, indien voorradig in het Koninklijk Filmarchief, aan U tonen.

De prijs is 75 euro voor de drie voorstellingen inclusief lunch.

Wegens restauratie werken aan de Cinema in de Bozar zullen de voorstellingen worden gegeven in de ex-Shell Building, rue Ravenstein 60, 1000 Brussel (tegenover de Bozar).

Voor verdere inlichtingen:

Els Anderson 02-649 19 42 , els_anderson@hotmail.com

Marlyse Isacson 0477-55 98 79, isacson@pandora.be



◆ **L'Association des Femmes d'Europe nous communique :**



❖ **Contributions des lecteurs⁹**

◆ **Une lectrice nous remercie**

C'est avec grand plaisir que j'ai lu le No. 39 de l'Ecrin qui contient beaucoup de contributions intéressantes.

D'abord, je ne pourrais pas être plus d'accord avec Jean-Pierre Dubois : tolérance et empathie au lieu de rigidité et intransigeance, oh combien nous en aurions besoin ! Et puis le regard en arrière de Paul Gaudy où défilent beaucoup de noms familiers, e.a. celui de Daniel Strasser, directeur (autoritaire et dès lors pas trop aimé) à la traduction à l'époque de mon recrutement en 1965.

Et naturellement le soupir de François Portier, pendant quelque temps mon voisin de bureau à la «frontière linguistique» entre les divisions française et allemande. Un jour, je passais devant le chantier en bas de l'Avenue Cortenbergh. Par un hasard curieux, le dernier petit morceau de mur non encore démolé – un peu comme la dernière dent dans une bouche édentée – se trouvait exactement là où j'avais eu mon bureau, au coin du Rond Point et de la Rue de la Loi. Je me demandais si c'était symbolique ? Au moment de ma retraite, j'étais encore très attachée à mon travail, que j'aimais beaucoup. Est-ce que maintenant je m'accrochais au dernier vestige

⁹ Le contenu des contributions des lecteurs n'engage pas la rédaction de l'Ecrin. Ces textes sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs.



tangible de mon passé ? Merci également pour les informations utiles contenues dans ce dernier Ecrin !

Irene Steels-Wilsing

NDIR. Texte à méditer ! Merci de nous lire avec tant d'attention..

◆ **Où il est de nouveau question du Parlement européen à Strasbourg**

Cher ECRIN,

Je me sens comme obligé de mettre un bémol à toutes ces commémorations laudatives des 50 ans d'existence de l'Europe car tout n'a pas été "roses et fleurs", comme c'est d'ailleurs le destin de toute activité humaine.

Depuis 1979, j'habite face au "Caprice des Dieux" du Parlement européen à Bruxelles et, à l'époque, j'ai suivi avec intérêt la construction du bâtiment. L'aile Sud était complète et on posait les tuiles sur l'aile Nord (les travaux étaient donc pratiquement terminés) quand, du jour au lendemain, M. Balladur (je crois me rappeler que c'était lui) par je ne sais plus quel chantage, obtint la somme de 14 milliards de francs français pour commencer la construction du Parlement à Strasbourg !

J'espère que bientôt le bon sens aura le dessus et que l'on arrêtera le scandaleux gaspillage d'argent public (le vôtre et le mien !) que représentent les réunions du Parlement à Strasbourg et je souhaiterais que le bâtiment ne soit pas réaffecté mais reste vide à la mémoire et à titre d'admonition : "plus jamais", une pareille honte !

Massimo Pulejo

◆ **La Turquie (suite)**

On ne peut pas laisser le dernier mot à John Szemery, "jeune ancien", à propos des négociations avec la Turquie.

Reprenons-en quelques points:

1. D'abord savoir regarder les cartes et compter: "most of Turkey is South of Bulgaria and Romania," Seuls 10% de la Turquie sont à la même longitude que non pas la Roumanie ou la Bulgarie, mais que 5% de celle-ci ou que 10 % de la Bulgarie.
2. Et les langues et l'histoire et la taille? L'adhésion de Chypre avec moins d'un million d'habitants ne présente en tout cas pas de risques et le comportement turc à son propos après des négociations d'adhésion confirme que ce n'est pas mûr à Ankara.
3. "To say no would make the EU into a liar?" Mais on ne dit pas non. On négocie et on n'obtient rien, la Turquie créant des faits nouveaux négatifs.
4. "The frontiers are no more than administrative tools". Je le voudrais mais cela veut dire qu'en matière politique s'accroîtrait, avec la Turquie, l'influence de l'Europe dans le monde avec un Etat jeune qui, au Parlement européen, aurait autant d'élus que l'Allemagne fédérale et de quoi faire basculer toutes les politiques sans doute en faveur des Etats-Unis qui font tout pour empêcher l'UE de devenir supranationale ?



5. "Making a political statement that it represents Muslims as much as Christians". Bon début: c'est la négociation de la laïcité ! Chrétien convaincu, ce n'est pas comme tel que je suis citoyen européen; je le serais tout autant comme athée ou bouddhiste ! Un mérite de la Turquie est précisément qu'en théorie elle est un état laïc.

Il y a d'autres prudences nécessaires. Je pense à ma correspondance somme sénateur avec l'ambassadeur de Turquie affirmant qu'il n'y a pas de Kurdes mais des "Turcs des montagnes orientales" en 1982.

Quand la Turquie remplira-t-elle les obligations de la Charte des droits fondamentaux ?

Pour ceux de la première heure à la CECA, qui connaissent le message du président Robert Schuman le 8 mai 1950 (cinq ans après la découverte d'Auschwitz, Buchenwald, Dachau), il est grave que l'intégration politique n'ait pas accompagné l'économique.

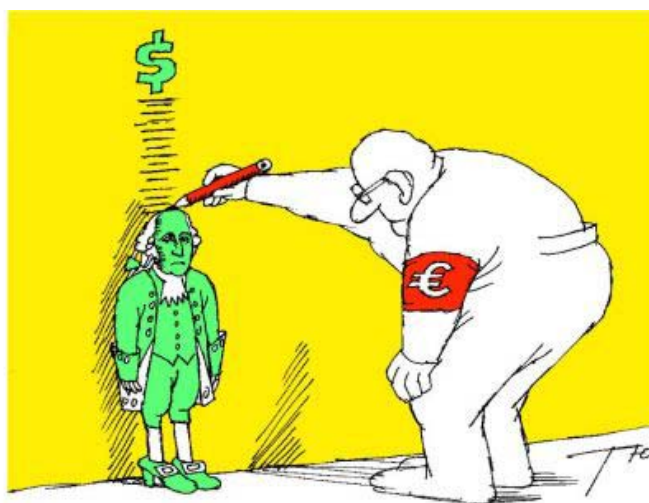
C'était provisoire d'être six membres avec quatre langues dont deux de travail; "le temps ayant besoin de temps" (F. Mitterrand). On a mis 22 ans pour élargir à 9 et ensuite à 12 ans pour être douze. A la fin du deuxième millénaire, on a galopé malgré toutes les réalités sociologiques. Il fallait à Nice supprimer l'unanimité avant les 12 derniers élargissements ? Ne recommençons pas cette erreur avec un pays gigantesque !

Alors que faire par rapport à la Turquie? Un accord économique et culturel (Bologne, etc....) particulièrement privilégié pour aller plus loin dans une ou deux générations. Il y a en effet trois éléments positifs à propos de la Turquie mais ils sont subordonnés au respect des valeurs de base : un grand marché, une situation stratégique clé et un grand réservoir de main-d'œuvre mais sur ce point quelle concurrence par rapport au sud méditerranéen et aux développements beaucoup trop lents dans cette direction malgré les accords de Barcelone. (1996).

Jean-Etienne Humblet

❖ Rions un peu

La baisse du dollar vue par Tiounine, dessin paru dans "Kommersant" (Moscou)





Association Internationale des Anciens des Communautés Européennes

AIACE Section Belgique



Composition du Conseil d'administration

Président	Daniel Guggenbühl	
Vice-présidents	Margarethe Braune	Informatique
	Thérèse Detiffe	Culture et loisirs
Secrétaire	Yvette Demory	Culture et loisirs
Trésorier	Gilbert Lybaert	Finances, gestion des effectifs
Membres	Ian Collisson	Évaluation des maisons de repos
	Evelyne Delauche	Affaires juridiques
	Jeannine Franchomme-Saut	Projet de maison de repos
	Hans Scheuer	
	Ludwig Schubert	
Membres suppléants	Giangaleazzo Cairoli	Correspondant Assurances
	Philippe Loir	Affaires sociales
	Jean-Bernard Quicheron	Communication (Écrin)

Représentants au conseil d'administration international

Titulaires	Daniel Guggenbühl	Suppléants	Hans Scheuer
	Thérèse Detiffe		Philippe Loir

Présence au secrétariat

Tous les jours
(9.30-13.00 & 14.00-17.30)

Isabelle Maes

Le matin (de 9h30 à 12h30)

Lundi	Marie-Thérèse Colette Thérèse Detiffe Yvette Demory Gilbert Lybaert
Mardi	Jeannine Devos Maria Teresa Petrillo
Mercredi	Thérèse Detiffe Elisabeth Haelterman Gilbert Lybaert
Jedi	Yvette Demory Betty Muller
Vendredi	Yolande Simeone

Le Président est présent lundi et jeudi matin.